

L'Institut de technologie agroalimentaire... ouvert sur le monde

Un portrait des partenariats internationaux



« Projet réalisé avec l'appui financier du gouvernement du Canada agissant par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) ».



Canadian
International
Development
Agency

Agence
canadienne de
développement
international

Coordination

Alain Lapostolle, directeur de la coopération internationale ITA
Marie-Claire Hall, agente de projets internationaux

Réalisation des entrevues

Serge Godin, professeur de philosophie ITA

Rédaction et collaboration

André Simard, Alain Lapostolle, Hervé Bernier, Marie-Claire Hall, Michel Lamontagne,
Micheline Duranleau, Françoise Richard, Marc Dallaire, Lay Ly, Trung Luu Quang.

Conception graphique

Versicolore design graphique enr.

- *Mot du directeur général: « Pour former des citoyens du monde »*4
- *Mot du directeur de la coopération internationale: « Un Institut sans frontières... »*5
- *Une coopération avec des Brésiliens: « Des gens de cœur! »*8
- *Une coopération avec des Marocains (Casablanca):
« Arrêtons de discourir, il faut plonger! »*11
- *Une coopération avec des Marocains (Agadir): « Une question d'angle de vie... »*14
- *Une coopération avec des Congolais: « Santé globale sans frontières »*17
- *Une coopération avec des femmes de São Tomé:
« Le plus beau, c'est que ça va marcher! »*20
- *Une coopération avec des Cambodgiens: « Ici, ça goûte naturel! »*23
- *Une coopération avec des Vietnamiens: « Une obstination durable »*26
- *Une coopération avec des Rwandais: « Mille collines en mille espoirs »*29
- *Une coopération au Maroc, en Tunisie et à Cuba:
« Nous ne sommes pas une boîte à consultants! »*32
- *Une coopération avec des étudiantes et des étudiants de l'ITA:
« Former la relève de demain... L'importance de la dimension internationale »*38
- *Causerie sur le développement: « The best and the worst of times »*40

L'universel,

c'est le local moins les murs.

Michel Torga
Poète portugais

Mot du directeur général

« Pour former des citoyens du monde »

La dimension internationale est une préoccupation de l'Institut de technologie agroalimentaire (ITA) depuis plusieurs années. En effet, la carrière de nos diplômés dans un monde de plus en plus globalisé dépend forcément de l'intégration d'une dimension internationale dans la formation.

L'ITA réaffirme cette préoccupation dans son plan d'affaires 2003-2005. En effet, l'Institut s'est donné l'orientation stratégique d'intégrer la dimension internationale comme stratégie d'apprentissage et d'affirmation du leadership québécois. La coopération institutionnelle est l'une des avenues que nous privilégions pour y arriver.

Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que nos actions à l'international n'ont de sens que si elles sont étroitement associées à notre champ de spécialisation soit l'agriculture et l'agroalimentaire. En fait, cela signifie que l'ITA vise à devenir de plus en plus :

- un carrefour reconnu où l'on s'investit au cœur des grandes interrogations du XXI^e siècle; où des équipes de professeurs font œuvre d'enseignement, de transmission du savoir et d'ouverture face aux problématiques mondiales actuelles et à venir;
- un lieu dynamique où enseignants et étudiants cheminent dans un processus académique où la formation technique et la formation générale sont indissociables;
- un institut d'enseignement où des étudiants auront appris à apprendre, à questionner leur place dans le monde leur procurant ainsi un profil humain, intellectuel et professionnel de qualité.

Depuis plus de quinze ans, nous travaillons de concert avec des partenaires institutionnels de nombreux pays. La très grande majorité des projets ont eu des retombées considérables sur les étudiants, les diplômés, les membres du personnel et l'Institut.

Je suis fier de me joindre à cette publication qui confirme, à nouveau, notre volonté institutionnelle de former des citoyens et des citoyennes ouverts sur le monde.



André Simard

Si les lois du marché s'installent

dans l'éducation,

elle deviendra une industrie

du spectacle parmi d'autres.

Elle cessera d'être le principal creuset

où se modèle l'identité

de chaque nation.

Jacques Attali
Écrivain français

« Un institut sans frontières... »

La globalisation des marchés, la rapidité des communications internationales, la libre circulation des biens et des personnes, les problèmes environnementaux interplanétaires sont autant de manifestations du village global dont nous sommes citoyens. Le phénomène de mondialisation touche de nombreux secteurs de l'économie. La formation de la main-d'œuvre du bioalimentaire ne fait pas exception. L'ITA doit, plus que jamais, répondre aux besoins et aux enjeux locaux, nationaux et internationaux.

C'est dans cette optique que l'Institut affirme, dans l'un de ses volets de sa mission actualisée, sa volonté de réaliser des activités de coopération internationale favorisant l'ouverture sur le monde, l'employabilité et l'échange de savoir-faire. La mission de coopération internationale de l'ITA est transversale à toutes les autres missions. Il n'existe pas d'enseignements ou de situations pédagogiques dont on puisse dire que la dimension internationale ne les concerne pas.

L'internationalisation de l'Institut repose, en autres, sur un engagement dans le développement international. L'ITA est devenu un acteur significatif dans le champ du développement international, et ce, par le transfert du savoir-faire pédagogique et technologique auprès d'institutions d'enseignement à vocation agricole et agroalimentaire. La révision et l'élaboration de programmes de formation, la formation des formateurs, la formation sur mesure, le développement de matériel pédagogique et la mise en place de laboratoires, sont autant de services offerts qui ont permis à l'ITA d'acquérir une certaine notoriété. Depuis près de vingt ans, l'ITA est intervenu dans des projets d'appui institutionnel dans plus de 25 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

S'il est possible aujourd'hui d'affirmer que l'ITA est devenu une institution sans frontières, c'est grâce à la contribution d'une multitude de partenaires. Il s'agit d'organisations de coopération internationale, d'organismes du secteur privé et de bailleurs de fonds. À ce titre, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) joue un rôle privilégié.

L'Institut croit que la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire et la durabilité de l'environnement passent nécessairement par l'agriculture et le développement de sa main-d'œuvre. Presque 75 % de la population mondiale vivant dans la pauvreté absolue habite les régions rurales; et, le plus souvent, sa subsistance est liée à l'agriculture. Bon nombre de pays en développement ont déterminé que l'agriculture constituait une priorité pour la réduction de la pauvreté et le développement durable. Le renforcement des capacités humaines et institutionnelles est une voie qui nous semble incontournable pour l'atteinte de ces objectifs.

Si nous sommes toujours convaincus du bien-fondé de nos interventions sur le terrain, nous avons cru bon après toutes ces années, de faire le point sur cette coopération. Cette publication cherche donc, d'une part, à présenter notre contribution au développement de la main-d'œuvre des pays en voie de développement; d'autre part, à sensibiliser le personnel, les étudiants et la communauté environnante aux problématiques de développement dans le domaine de l'éducation. Vous allez le constater, la plupart des textes ont été écrits suite à une entrevue avec une personne ayant réalisé des missions de coopération dans le pays concerné. Nous avons voulu par là mettre l'accent sur la dimension humaine, condition *sine qua non* d'un partage entre des collègues d'enseignement du monde.



Alain Lapostolle

Projets internationaux



Nos coopérations en un coup d'œil

INSTITUT DE TECHNOLOGIE AGROALIMENTAIRE

Titre du projet	Pays	Bailleur de fonds	Agence d'exécution	Dates de réalisation
Développement des compétences en transformation alimentaire	Brésil (Recife et Belo Jardim)	ACDI	ACCC (Programme Canada-Brésil en support aux réformes en éducation postsecondaire au Brésil)	Septembre 2001 à Mars 2004
Assurance qualité en agroalimentaire	Maroc (Casablanca)	ACDI	ACCC (Programme de partenariat des collèges canadiens)	Avril 1999 à Mars 2003
Agroalimentaire et entrepreneuriat	Cambodge (Phnom Penh)	ACDI	ACCC (Programme de partenariat des collèges canadiens)	Octobre 2000 à Septembre 2004
Appui en élevage laitier	Rwanda	ACDI	ACCC (Programme de partenariat des collèges canadiens, phase II)	Avril 2003 à Mars 2008
Transformation et conservation des produits agricoles et d'élevage	République du Congo (Brazzaville)	ACDI	CIDE (Programme de renforcement institutionnel en matière technologique en Afrique francophone)	Septembre 2001 à Août 2004
Micro-entreprise d'élevage de volailles pour un regroupement de femmes	São Tome et Príncipe	ACDI	CIDE (Programme de renforcement institutionnel en matière technologique en Afrique francophone)	Septembre 2001 à Août 2004
Formation technico-commerciale sur les produits agricoles et agroalimentaires (AGROFORM)	Maroc (Agadir)	ACDI	ACCC (Programme de renforcement d'institution ayant un mandat de formation)	Janvier 2000 à Mars 2003
Vietnam-Canada Community College Project	Vietnam (TraVinh)	ACDI	ACCC (Projet bilatéral mis en œuvre par un Consortium de collèges canadiens)	Février 2001 à Août 2005
AGROFORMA	Cuba	ACDI	ACCC (Programme de partenariat des collèges canadiens, phase II)	Avril 2003 à Mars 2008
Appui à la mise en place d'une formation par alternance type DEC (BTS) et d'un centre de formation continue	Maroc	ACDI	ACCC (Programme de renforcement d'institution ayant un mandat de formation)	Avril 1999 à Mars 2003
Mise à niveau de la formation professionnelle agricole	Tunisie	ACDI	ACCC (Programme de partenariat des collèges canadiens)	Avril 1999 à Mars 2003

Il nous faut désormais travailler

à reboiser la pensée et les cœurs.

Eduardo Portella
Philosophe brésilien

« Des gens de cœur ! »

La connaissance que nous avons du Brésil provient la plupart du temps de reportages télévisés. Des journalistes et des agences de voyage y découpent souvent à la hâte un Pain de sucre, un Carnaval époustouflant et de très beaux corps basanés sur des plages de sable à l'infini. Il y a de quoi « griller » sur place.

Le Brésil dont nous parle Michel Lamontagne* avec ardeur nous exige, pour entreprendre le voyage, d'attacher nos ceintures autrement et de détacher nos ceillères. Selon lui, cet immense pays vogue vers son destin dans le ventre d'un paradoxe troublant : « Le Sud, engagé dans une course inexorable vers toujours plus de croissance économique; et le Nord, plus rural, pris au piège d'un mal-développement durable ».

Sirotant son café presque à la brésilienne, Michel ne tient plus en place. L'élection du nouveau président Lula da Silva l'emballé tout en le rendant perplexe : « Plus de 30 millions de *paysans sans terre* auront-ils élu un *président sans pouvoir* devant le fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale (BM), le remboursement de la dette publique, l'assainissement des finances, l'argent à investir dans l'éducation ? » Michel est certain que « non » !

Une histoire de beaux paradoxes

Tout a commencé en 1998 au coeur des échanges bilatéraux Canada/Brésil : « On avait besoin d'une expertise agroalimentaire afin de développer quelque chose de viable pour le Nord brésilien. » La commande était grosse et parsemée de beaux paradoxes pour l'Association des collèges communautaires du Canada et pour l'ITA : « Bâtir un réel projet de collaboration; partir des besoins du milieu avec cette quasi impossibilité de satisfaire tout le monde; être parrainé par le ministère de l'Éducation et interroger l'enseignement traditionnel, etc. » « Ouf ! » de s'exclamer Michel.

Deux collègues de la région du « Nordeste » sont en lice ou plutôt sur la piste, attendant le décollage. Il s'agit du *Centro Federal de Educação tecnologica de Pernambuco* (CEFET-PE) et de la *Escola Agrotecnica de formação de Belo Jardim* (EAF). Le premier est près de la ville de Recife et, pour établir une correspondance avec le Québec, il ressemble davantage à un cégep avec un laboratoire agroalimentaire à mettre à jour. Il est sous la responsabilité du ministère de l'Éducation. Le deuxième est à 250 kilomètres plus loin, en pleine campagne, et ses installations s'apparentent à celles de l'ITA de Saint-Hyacinthe. Il est sous la direction du ministère de l'Agriculture. Devant l'ensemble des paradoxes à surmonter et des dilemmes à résoudre, « c'est vraiment le bon vouloir des gens dans les deux collèges qui a fait et fait encore la différence. »

Le triangle d'une certitude

Les mots tombent de la bouche de Michel avec la conviction profonde que l'approche par compétences est la clé de voûte pour former de bons techniciens en transformation des aliments. Son expérience l'a conduit à résumer tout cela en une question bien banale en apparence : « Un technicien, c'est quelqu'un qui... » Et, presque à chaque fois, « c'est là que le bât blesse », d'expliquer Michel. « Il est long d'arriver à voir clair sur cette prémisse. »

Selon ce dernier, on se doit de répondre à cette question en s'appuyant sur « un triangle incontournable dont les trois pointes sont les suivantes : à gauche, les étudiants; à droite, l'école; et en haut, les entreprises ». Le vois-tu le triangle magique ? me demande Michel. « Entre ces trois acteurs majeurs, il faut, selon lui : définir une dynamique de partenariat équitable basé sur la transparence, la formation pratique et la révision continue des programmes ». Et il va sans dire que « tout cela demande de la rigueur mijotant avec de la souplesse », d'ajouter Michel.

Quel futur pour le futur ?

Le directeur général de l'UNESCO, M. Koïchiro Matsuura, a dit que « l'éducation est par définition tournée vers l'avenir, qu'elle est à la fois transmission et responsabilité vis-à-vis des générations futures ». Qu'en penses-tu, en lien avec le projet au Brésil ? La réponse ne se fait pas attendre : « Sans pouvoir prévoir l'avenir, je pense que les graines qui ont été semées là-bas ont déjà fait des racines. Par exemple, on a pu résoudre le dilemme de la satisfaction de tout le monde en créant une nouvelle manière d'aborder les cours : c'est l'approche modulaire. Depuis septembre 2003, on enseigne 19 compétences pratiques en liens étroits avec les entreprises. Du jamais vu ! Et plutôt que de se représenter le tout de façon monolithique, il y a une entente entre les différents acteurs, à savoir : premièrement, une formation de base comme analyste de laboratoire (6 mois); deuxièmement, la transmission d'une technique appliquée (12 mois); et enfin, la formation complète d'un technologue agroalimentaire (24 mois). » Michel reprend son souffle...

Un lent silence occupe tout l'espace. Il regarde au loin et se replace sur sa chaise. Il tend l'oreille et le silence continue... comme la formation continue continue. Et tout à coup, on croirait entendre le vent du « Nordeste » qui souffle une musique d'espoir aux jeunes oreilles des collégiennes et des collégiens.

** Michel Lamontagne œuvre au sein de l'ITA depuis 16 ans. Il enseigne dans le domaine de la microbiologie pour les secteurs de la fermentation et de l'hygiène alimentaire.*

<p>Titre du projet: Développement des compétences en transformation alimentaire</p>	<p>Secteur d'intervention: Transformation des aliments</p>
<p>Bailleur de fonds: Agence canadienne de développement international (ACDI)</p> <p>Montant du financement et durée: 230 000 \$ pour 3 ans</p> <p>Date de début et de fin du projet: Septembre 2001 à mars 2004</p>	<p>Pays ou région: Brésil</p> <p>Localisation dans le pays: Recife et Belo Jardim, État du Pernambuco au « Nordeste » du Brésil.</p>
<p>Intervenants canadiens: Institut de technologie agroalimentaire, campus de Saint-Hyacinthe (ITA)</p>	<p>Agence d'exécution: Association des collèges communautaires du Canada (ACCC) dans le cadre du programme Canada – Brésil, en support aux réformes en éducation postsecondaire au Brésil</p>
<p>Intervenants outre-mer: Centro Federal de Educacao tecnologica de Pernambuco (CEFET – PE) Escola Agrotecnica de formation de Belo Jardim (EAF – Belo Jardim)</p>	<p>Clientèle cible: Gestionnaires, formateurs et élèves du CEFET – PE et de l'EAF – Belo Jardim et les entreprises agroalimentaires du nord-est du Brésil</p>

Description du projet et des services offerts

But du projet:

Le Brésil est un pays à haut potentiel agroalimentaire. La méconnaissance des procédés adéquats de transformation freine grandement son développement, particulièrement dans le nord-est du pays. La finalité du projet est donc de contribuer au développement des compétences brésiliennes en transformation des aliments, assurant ainsi à l'industrie du « Nordeste » un personnel qualifié et des moyens solides pour son autodéveloppement. Plus spécifiquement, le projet supportera les deux institutions brésiliennes partenaires dans l'élaboration de programmes et de modules de formation en transformation des aliments ainsi que dans le renforcement des services de formation continue auprès des entreprises.

Caractéristiques:

La stratégie d'intervention mise en place repose sur les volets d'intervention suivants:

- Renforcement de la capacité d'intervention des partenaires en formation;
- Mise en œuvre, avec les partenaires, d'un service de formation continue auprès des entreprises agroalimentaires;
- Appui aux partenaires pour la formation de la main-d'œuvre des entreprises agroalimentaires brésiliennes.



Maroc casablanca

Une coopération avec les Marocains

N'attendez rien du XXI^e siècle.

C'est le XXI^e siècle

qui attend tout de vous.

Gabriel Garcia Marquez
Écrivain colombien

« Arrêtons de discourir, il faut plonger ! »

Comme les questions les plus simples sont parfois celles qui mènent le plus loin, d'entrée de jeu, j'ai demandé à Micheline Duranleau* : Pourquoi cette fougue ? Pourquoi l'international ? Pourquoi le Maroc ? Le silence a été suspendu pour un temps : « Parce que je me retrouve là avec ce que je suis, parce j'ai cette conviction profonde qu'une fois que l'on s'est entendu honnêtement sur quelque chose, il faut arrêter de discourir, il faut plonger, que ce soit au Québec en général, au Maroc ou à l'ITA. »

Il faut le dire tout de suite, Micheline se définit comme une « agente multiplicatrice ». « C'est clair, dit-elle, c'est ma contribution au monde ! » Sa motivation profonde n'est pas technique, elle aime enseigner, même si parfois cela peut apparaître comme étant difficile. « J'adore ! » réaffirme-t-elle en allongeant l'« or » de la syllabe. Alors... possiblement un soir de pleine lune et de réflexion nocturne, elle s'est demandé : « pourquoi ne pas apporter mon expertise à d'autres peuples ? Pourquoi ne pas me retrouver ici-là et là-bas avec des gens qui veulent développer leur savoir-faire et leur savoir-être en techniques alimentaires ? »

L'heure du thé...

Casablanca dans tout cela ? Micheline pointe son regard droit devant elle vers ce mot presque mythique prononcé tant de fois dans les films, les histoires d'amour... Casablanca, bien sûr, c'est un prétexte, un hasard des circonstances de la coopération internationale. Une demande a été faite par le biais de l'Association des collègues communautaires du Canada (ACCC) et deux institutions marocaines étaient en jeu : l'Institut supérieur de formation en technologie alimentaire (établissement privé) et la Faculté des sciences et techniques de Mohammedia (université publique).

N'empêche que ce beau hasard a débuté lentement en 1999. Jusque là, pour Micheline et ses compagnons de route de l'ITA, il n'y avait rien de véritablement nouveau sous le soleil. Mais Micheline, doit-on le dire, a la trempe de ces femmes telle Eleanor Roosevelt qui osa dire dans un salon chic que l'on ne peut juger véritablement de la qualité d'une poche de thé que lorsqu'on plonge cette dernière dans l'eau bouillante.

Il semble bien que l'eau ait bouilli dès les premières formations sur l'assurance qualité au Maroc. L'approche par compétences demande de faire une analyse serrée des besoins. « Mais lesquels ? Mais les besoins de qui ? » ont demandé des formateurs marocains. « Par la suite, c'est avec étonnement qu'ils nous ont écoutés et qu'ils ont compris la nécessité de faire une étude des besoins de l'industrie alimentaire, sinon ils étaient condamnés à se relancer entre eux leurs connaissances théoriques. » Les stagiaires et Micheline ont ainsi essayé d'être novateurs en visualisant de nouveaux partenariats entre les acteurs agroalimentaires qui se pensaient éloignés les uns des autres. On pense ici à McDonald, à la centrale laitière marocaine, etc.

Maroc Casablanca

Et puis demain ?

Le philosophe Richard Rorty a écrit que « la question du futur ne sollicite pas une prédiction mais plutôt un projet. Cela devient une manière de se demander quel est le futur que nous devrions édifier en coopération. » Qu'en penses-tu ?

La réponse a d'abord pris la forme du regard perçant de Micheline. Et encore une fois la femme passionnée et pragmatique n'a pas tari de mots. « Le futur, il se joue maintenant avec toute la franchise dont chacun est capable. L'expertise développée au Québec ne nous donne pas le privilège de détenir la vérité. On ne peut que transmettre nos acquis honnêtement et eux, par la suite, les adaptent. Pourquoi toujours réinventer la roue ? Et la preuve est faite, au Maroc en tout cas, que ça dure et qu'ils réalisent leurs projets de façon toute marocaine, tant sur le plan de la relation entre professeurs et étudiants qui était un peu hiérarchique, que sur les liens avec les industries qui étaient quasi inexistantes.

Si au lieu d'un texte j'avais fait un film, la première image de ce court métrage aurait montré une tornade d'idées et la dernière, une avalanche de micro-réalisations bien réelles que Micheline me présente. « À ce jour, nous avons obtenu en gros les résultats suivants : d'abord il faut souligner que cela va assez bien pour que les Marocains puissent penser à un partenariat potentiel avec des institutions d'Afrique subsaharienne. Comme on l'a vu, cela n'est pas dû au hasard; ça repose sur le fait que quinze enseignants aient été formés sur l'approche par compétences, qu'un directeur des services pédagogiques soit en mesure d'offrir des services de consultation auprès des entreprises; qu'aient été élaborés des programmes de formation supérieure en assurance qualité, en hygiène et en salubrité, qu'ait été créé un *Club qualité* regroupant dix-huit compagnies agroalimentaires, que vingt industriels aient été formés sur la sécurité alimentaire et la gestion du risque, que l'avenir est ouvert...

** Micheline Duranleau œuvre au sein de l'ITA depuis 20 ans. Elle est enseignante dans le programme de Technologie de transformation des aliments et intervient depuis une dizaine d'années comme conseillère pédagogique en formation auprès des entreprises laitières.*



Maroc Casablanca

<p>Titre du projet: Assurance qualité en agroalimentaire</p>	<p>Secteur d'intervention: Transformation des aliments</p>
<p>Bailleur de fonds: Agence canadienne de développement international (ACDI)</p> <p>Montant du financement et durée: 350 000 \$ pour 4 ans</p> <p>Date de début et de fin du projet: Avril 1999 à mars 2003</p>	<p>Pays ou région: Maroc</p> <p>Localisation dans le pays: Casablanca</p>
<p>Intervenants canadiens: Institut de technologie agroalimentaire, campus de Saint-Hyacinthe (ITA)</p>	<p>Agence d'exécution: Association des collèges communautaires (ACCC) via le Programme de partenariat des collèges canadiens (PPCC)</p>
<p>Intervenants outre-mer: Institut supérieur de formation en technologie alimentaire (ISFORT) Faculté des sciences et techniques de Mohammedia (FSTM)</p>	<p>Clientèle cible: Enseignants, élèves et industriels</p>

Description du projet et des services offerts

But du projet:

Favoriser le développement d'une main-d'œuvre compétente dans le secteur agroalimentaire marocain, par des actions de soutien et de mise à niveau permettant l'élaboration de programmes et de modules de formation et la création d'un service de consultation aux entreprises.

Caractéristiques:

La stratégie d'intervention mise en place repose sur les volets d'intervention suivants:

- Élaboration de programmes et de modules de formation sur mesure en agroalimentaire;
- Mise en place et la dispense des modules de formation aux clientèles régulières et adultes;
- Formation des enseignants, des professionnels et des gestionnaires;
- Mise en place d'un laboratoire sur le contrôle de la qualité;
- Mise sur pied d'un service de consultation en technologie alimentaire pour les entreprises marocaines.

Maroc Agadir

*Je ne suis qu'une enfant
et pourtant quel merveilleux endroit
serait la Terre si on dépensait
tout l'argent consacré à la guerre
pour mettre fin à la pauvreté
et trouver des solutions
environnementales.*

Severn Cullis-Susuki, 12 ans
Sommet de la Terre,
Rio de Janeiro, 1992

Une coopération avec des Marocains

« Une question d'angle de vie... »

La coopération internationale fait partie des fibres de l'ITA depuis plus de quinze ans. Et s'il y a une personne qui est étroitement liée à ce devenir, c'est bien Alain Lapostolle*. Non pas qu'il soit tombé dans la potion quand il était petit, à l'instar d'Obélix; mais pendant ses études universitaires en agronomie, déjà il s'abreuvait à une vision un peu tiers-mondiste des relations entre les pays du Nord et ceux du Sud : « Je souhaitais être utile pour réduire les souffrances humaines et œuvrer pour le bien-être des gens, en agriculture particulièrement. »

Encore aujourd'hui c'est ce qui l'habite, malgré et avec le fait incontournable qu'après quelque trente ans de ce que l'on appelle le « développement », il y ait plus de 800 millions de personnes qui souffrent de sous-alimentation dans le monde, qu'une personne sur deux ne gagne pas 2\$ par jour, qu'une sur cinq n'ait pas accès à l'eau potable et qu'une sur six soit analphabète. Le constat est lourd, mais à écouter Alain, il en ressort que le monde ne résonne pas seulement d'échecs; qu'il y a le bruissement des petites réalisations proches de la vie qui apportent lumière et espoir. « C'est une question d'angle de vie, balbutie-t-il. Et sans cela, insiste-t-il, la vision humaniste du monde devrait s'incliner humblement et faire ses valises pour un aller nulle part, sans retour. » Mais voilà, il y a des projets tel celui d'Agadir au Maroc.

Une relation entre « parlants français »

Le projet Agadir, selon les dires d'Alain, « c'est un laboratoire extraordinaire d'une belle et fructueuse rencontre entre les peuples ». Le premier grand défi du Maroc est de se mettre à niveau dans la transformation des produits agricoles (normes HACCP, ISO, etc.) afin d'avoir accès au marché européen. La contribution particulière de l'ITA a été de supporter une quinzaine d'intervenants marocains en ce sens. Mais, pour ce faire, lui ai-je demandé, pourquoi les Marocains ont-ils eu recours à un collège d'Amérique du Nord situé à quelque 8 000 kilomètres ?

Ses longs doigts sautillent sur la table de travail : « Nous avons cette chance d'être des parlants français de l'Amérique avancée technologiquement » d'expliquer Alain avec un sourire. L'École supérieure de technologie d'Agadir a lancé un appel en l'an 2000 pour précisément se renforcer en formation continue et en assistance technique auprès des entreprises agroalimentaires. Cette démarche, l'École l'a entreprise par le biais du Programme de renforcement institutionnel Canada/Maroc. Et l'ITA était le mieux placé, car l'expertise demandée collait étroitement à ce qu'il peut offrir. « Il faut souligner, de préciser Alain, que le pont à construire était de taille, car, à travers tout le Maroc, il n'y avait aucune institution publique préuniversitaire capable de dispenser rigoureusement une formation technique dans la transformation des aliments. » Il fallait être « capable de théories bien sûr, mais surtout, surtout de partager de façon modeste nos acquis en approche par compétences et en formation continue avec l'industrie.

Maroc Agadir

Pas un prêt-à-porter

Nombreux sont ceux et celles qui pourraient penser que la chose est simple et qu'il suffit pour réussir de faire quelques photocopies du savoir-faire québécois d'ici pour les coller là-bas. Devant cet énoncé, Alain sursaute et me regarde. Il y a une sorte de conviction profonde dans ses yeux : « On n'a pas la vérité, on a une expertise qui fonctionne assez bien ici, mais qui est à mettre en œuvre, à adapter localement, là-bas, selon les besoins, les cultures, les moyens financiers, etc. L'approche par compétences n'est pas un prêt-à-porter ! »

L'ITA et son partenaire, l'École supérieure de technologie d'Agadir, ont de quoi être contents, « car avec très peu de moyens financiers, ils ont formé 28 formateurs sur les différentes normes de qualité, l'ingénierie et les plans de formation, les pratiques de gestion; ils ont mis en opération le laboratoire; ils ont réalisé une quinzaine de formations continues en entreprises (plus de 700 employés); 69 industriels provenant de 30 entreprises ont participé à 7 séminaires, etc. » d'expliquer Alain. Et la clé dans tout cela, selon lui, c'est la volonté tenace et l'implication du partenaire marocain ! Il faut souligner que le Collège Bois-de-Boulogne de Montréal a apporté son appui pour les questions de commerce international.

L'exigence de préparer l'avenir tout de suite

Le sociologue Edgar Morin nous interroge avec les propos suivants que je cite approximativement : Comment le développement que nous appelons « durable » et auquel nous voulons contribuer, comment aurait-il les moindres chances de s'inscrire dans le long terme s'il ne s'appuie pas sur une « pensée durable », une « éthique durable » entre les peuples... ? Qu'en penses-tu en lien, bien sûr, avec les interventions de l'ITA sur le plan international ?

Le soleil se montre par la fenêtre. Alain est à l'ombre. Ça tricote dans sa tête, on le voit. Et voilà qu'il s'exclame : « Ce n'est pas facile de définir et de redéfinir ce à quoi on croit et vers quel futur on veut aller, individuellement, collectivement, avec les autres peuples de la terre. Il ne faut pas oublier que la majorité de la population mondiale n'a accès ni au téléphone, encore moins à Internet, si peu à l'éducation. Je crois que la mission fondamentale de l'ITA en est une d'école, de lieu de transmission avec, en son cœur, des professeurs et des étudiants. Ainsi, quand nous réussissons un tant soit peu à permettre que des collèges prennent leur essor, que des jeunes étudient et se trouvent du travail, j'ai la nette impression que nous jouons notre rôle honnêtement. Malgré certaines affres du développement, nous contribuons à plus de bien sur la planète !

* Alain Lapostolle œuvre au sein de l'ITA depuis 28 ans. Il est directeur de la coopération internationale et de la formation continue.



Maroc Agadir

<p>Titre du projet: Formation technico-commerciale sur les produits agricoles et agroalimentaires (AGROFORM)</p>	<p>Secteur d'intervention: Transformation des aliments</p>
<p>Bailleur de fonds: Agence canadienne de développement international (ACDI)</p> <p>Montant du financement et durée: 460 000 \$ pour 3 ans</p> <p>Date de début et de fin du projet: Janvier 2000 à mars 2003</p>	<p>Pays ou région: Maroc</p> <p>Localisation dans le pays: Agadir</p>
<p>Intervenants canadiens: Institut de technologie agroalimentaire campus de Saint-Hyacinthe (ITA) (Maître d'œuvre) en partenariat avec: Université Laval - Faculté des sciences de l'Agriculture et de l'Alimentation (FSSA) École de technologie supérieure (ÉTS) Collège Bois-de-Boulogne (CBB)</p>	<p>Agence d'exécution: Association des universités et collèges canadiens (AUCC) via le Programme de renforcement institutionnel Canada-Maroc (PRICAM)</p>
<p>Intervenants outre-mer: École supérieure de technologie d'Agadir (ESTA)</p>	<p>Clientèle cible: Enseignants, élèves et industriels</p>

Description du projet

La finalité du projet AGROFORM est de contribuer à la croissance économique de l'industrie agroalimentaire marocaine en favorisant le développement de la main-d'oeuvre et son adaptation aux mutations technologiques. Le projet permettra à la main-d'oeuvre marocaine d'acquérir une triple compétence technologique, managérielle et commerciale en vue de soutenir les efforts d'exportation par la valorisation des produits agroalimentaires.

Le but du projet est de contribuer au renforcement des structures de l'ESTA et de ses partenaires en formation continue et en assistance technique dans le domaine technico-commercial en relation avec les besoins des entreprises du secteur agroalimentaire.

Les objectifs spécifiques sont:

- d'accroître la capacité d'intervention des partenaires en formation continue dans les domaines de la commercialisation, du management, de la qualité et des technologies alimentaires au profit des PME agroalimentaires,
- de renforcer la capacité d'intervention du Centre de réactualisation et de formation permanente (CREFOP),
- d'appuyer les entreprises agroalimentaires marocaines dans la mise à niveau de leur production,
- de former la main-d'oeuvre des entreprises agroalimentaires marocaines.

Grâce aux actions de formation et d'appui technique, le projet AGROFORM servira également de plate-forme de démarrage en vue de créer une spécialisation en génie industriel agroalimentaire dans le cursus de formation de l'ESTA.

République du Congo

Une coopération avec des Congolais

L'avenir tant promis ces jours-ci

a des nuages de moustiques [...]

Est-ce la réalité qui rêve

Ou le rêve qui se réalise

Maxime N'Débéka
Poète congolais

« Santé globale sans frontières »

Elle est entrée discrètement dans mon bureau avec un sourire lumineux, une retenue aussi. Nous ne nous connaissons pas et pourtant, après trois minutes de présentation et quelques regards croisés, j'ai entendu les oiseaux de Brazzaville chanter et, en même temps, j'ai aperçu les traces de la dernière guerre transpirer dans les yeux des Congolais.

Un rêve d'enfance en voie de développement

Françoise Richard* est microbiologiste. Elle s'est rendue pour la première fois en République du Congo en 2002, avec en tête deux défis et dans le cœur un rêve d'enfance en voie de développement. Et moi, lorsque j'ai entendu les sonorités du mot « Brazzaville » hors de sa bouche, j'ai eu l'impression d'entendre le mot « brasier-ville », les mots « à feu et à sang ». « On se rend compte bien vite en descendant de l'avion que ce n'est pas un jeu de mots, m'explique Françoise : le Congo-Brazzaville a été ravagé par trois guerres civiles dans les années 1990 et 70 % des gens vivent nettement au-dessous du seuil de la pauvreté ». Un simple exemple bouscule nos représentations calfeutrées de ce qui peut se passer là-bas : « On arrive avec la belle idée de réduire le fossé entre les connaissances théoriques et la pratique et voilà que le laboratoire est à reconstruire, les pots que nous avions prévus pour l'embouteillage stérilisé des jus sont utilisés par tout un chacun pour l'essence, l'huile, la survie quoi ! » La question est grave : que faire pour contribuer à l'autosuffisance alimentaire du pays, comment faire pour abaisser le chômage effarant chez les jeunes particulièrement ? La réponse est difficile...

Il arrive de ces moments dans la vie où une légère déprime peut s'emparer de nous et nous tordre l'espoir. Un soir, Françoise prend un taxi. Le chauffeur est souriant. On dirait qu'il a des nids d'oiseaux heureux dans la tête malgré tout, devant tout cela; en fait, avec tout cela. Ça chante et ça enchante ! « C'est viscéral, s'exclame-t-elle, et ça va rejoindre un vieux rêve : être utile et devenir médecin sans frontières. » Et si c'était la santé globale sans frontières ?

Ce goût du leadership

Au Lycée agricole Amilcar Cabral (LAAC) et au Collège d'enseignement technique féminin (CETF), ça ne chôme pas. Entre autres exemples, Françoise a donné une formation de plusieurs jours sur les notions de base en microbiologie alimentaire afin de permettre aux professeurs d'appliquer de bonnes pratiques d'hygiène et de transférer ces compétences aux étudiants pour qu'ils puissent éventuellement démarrer leur propre micro-entreprise. C'était le premier défi. Et pour supporter techniquement le tout, il y aura achat d'équipements de laboratoire, dès cet été, comme un microscope, des milieux de cultures, des plats de pétri, etc. « Le deuxième défi, dit Françoise, est plus ardu, plus subtil. Il s'agit de transmettre ce goût du



République du Congo

leadership, ce goût de se partir une petite entreprise.» Comme cette dernière le dit si bien, «il n'y a pas de thermomètre pour mesurer le souffle intérieur, mais il suffit d'être attentif et de percevoir la lumière qui habite leurs yeux.»

Demain, les femmes...

La philosophe africaine Hélé Béji a écrit ceci: «La femme est celle qui a su le mieux humaniser cette chose inhumaine qu'est le temps. [...] Elle sera l'acteur central de l'évolution sociale en Afrique.» Qu'en penses-tu? Je crois que la majorité des femmes vivent encore trop à l'ombre à Brazzaville, et pourtant ce sont elles qui font presque tout afin qu'il y ait du soleil pour tous. Elles ont l'exigence du bien commun inscrite au beau dedans d'elles-mêmes. C'est fascinant de voir avec quelle attention, quelle minutie, quelle ardeur elles apprennent avec ce goût de transmettre, de partager humblement toute cette énergie de vie. Je crois que oui... les Vivianne, les Bernadette, les... sont sorties de l'ombre. Elles sont l'espoir de l'Afrique!»

** Françoise Richard œuvre au sein de l'ITA depuis 4 ans. Elle est microbiologiste de formation.*



République du Congo

<p>Titre du projet: Transformation et conservation des produits agricoles et d'élevage</p>	<p>Secteur d'intervention: Transformation des aliments et entrepreneuriat</p>
<p>Bailleur de fonds: Agence canadienne de développement international (ACDI)</p> <p>Montant du financement et durée: 600 000 \$ pour 3 ans</p> <p>Date de début et de fin du projet: Septembre 2001 à août 2004</p>	<p>Pays ou région: République du Congo</p> <p>Localisation dans le pays: Brazzaville</p>
<p>Intervenants canadiens: Institut de technologie agroalimentaire, campus de Saint-Hyacinthe (ITA)</p>	<p>Agence d'exécution: Consortium international de développement en éducation (CIDE) et le Réseau des collèges communautaires francophones du Canada (RCCFC) via le Programme de renforcement institutionnel en matière technologique en Afrique francophone (PRIMTAF II)</p>
<p>Intervenants outre-mer: Lycée agricole Amilcar Cabral (LAAC) Collège d'enseignement technique féminin (CETF)</p>	<p>Clientèle cible: Formateurs, élèves et groupes de jeunes ciblés</p>

Description du projet et des services offerts

But du projet:

Le but du projet est de renforcer le LAAC et le CETF afin de leur permettre de répondre plus efficacement aux besoins du marché du travail. Plus précisément, le projet vise à contribuer à l'amélioration de l'emploi et au renforcement des capacités institutionnelles des partenaires par la mise en marché des produits locaux.

Caractéristiques:

La stratégie d'intervention mise en place repose sur les volets d'intervention suivants:

- Actualisation du programme de technologie alimentaire et développement de modules et de matériel didactique en transformation des produits laitiers et carnés;
- Formation des formateurs du LAAC et du CETF à la transformation et conservation des produits agricoles et d'élevage;
- Mise sur pied d'un mini-centre de transformation des produits laitiers et carnés fonctionnel qui s'autofinance;
- Formation des élèves du LAAC, du CETF et des clientèles ciblées à la transformation des produits agricoles et d'élevage.

São Tomé et Príncipe

Une coopération avec des femmes de São Tomé

L'araignée n'a pas le choix.

Nous, nous pouvons choisir

d'embellir le monde.

Hubert Reeves
Compagnons de voyage

« Le plus beau, c'est que ça va marcher ! »

« Tout le monde sait où se trouve le pays appelé São Tomé et Príncipe. Tout le monde le sait, à condition bien sûr de ne pas le demander ! » C'est sur ce clin d'oeil géographique que j'ai rencontré Marc Dallaire*, professeur à l'ITA depuis, depuis... depuis, on ne compte plus les années. On s'entend sur quinze ans et quelques brindilles et quelques cheveux blancs virtuels attribuables à ces vibrations d'international qui parcourent ses étonnements, ses espoirs, ses interrogations, aussi, sur le développement, l'occidentalisation du monde. En entrant dans son bureau habité par de multiples livres et revues sur les poules, les poulets et les œufs, c'est un homme passionné qui me reçoit chaleureusement. Ses gestes ont l'attention de ces mains africaines souriantes qui offrent l'eau de l'étranger au voyageur. Le décollage horaire est immédiat !

Mêm ganha pê ovos

La mère poule qui pond des œufs

La question est simple et, vous allez voir, la réponse aussi. Comment se fait-il qu'un professeur de l'ITA de Saint-Hyacinthe se retrouve à *São Tomé*, capitale de cette île africaine où l'on parle créole et portugais et un peu des deux ? « Tout simplement parce que là-bas, fraîchement débarqué, on s'enfarge dans les poules partout et pourtant, là-bas, on importe des poulets de France et des œufs de Belgique. « Loi du marché et loi de la nature », balbutient les uns. « Vestiges coloniaux », murmurent les autres. Pendant tout le temps de ces paroles, des « éclats de silence patient », tricotent dans la tête d'une dizaine femmes santoméennes.

Une autre question surgit et une réponse aussi. Pourquoi uniquement des femmes ? « Parce qu'à São Tomé et Príncipe; l'aviculture, c'est surtout l'affaire des femmes ! » C'est ainsi que ces dix femmes de trente à cinquante-cinq ans se sont regroupées en coopérative pour « défier » en douce les lois de la nature ou plutôt pour « faire avec » ce naturel quasi bicentenaire. « Pas question de parachuter un gros poulailler modèle nordique tout équipé qui aurait eu pour effet de charcuter les réseaux économiques locaux et de blesser sévèrement le tissu social », explique Marc. En fait, comme ce dernier le dit si bien et si paisiblement : « Il s'est agi de partir de la réalité des gens. À *São Tomé*, tout le monde fait des poules et des œufs et tout le monde mange des poules et des œufs. Alors, nous nous sommes demandé ensemble : « Pourquoi ne pas faire des pas humbles mais durables vers l'autosuffisance alimentaire ? » C'est à ce moment-là, « sous le soleil exactement », qu'est née *Mêm ganha pê ovos – La mère poule qui pond des œufs*. Marc Dallaire de l'ITA accompagne l'équipe de la coopérative en tout ce qui a trait à la production et le Cégep régional de Lanaudière pour tout ce qui touche l'essor de la coopérative et la mise en marché.



São Tomé et Príncipe

Cercle vertueux de la solidarité et effet cascade

Les femmes sont actuellement en train de s'organiser en réseau coopératif. Pourquoi? dira-t-on. « Simplement pour vivre dans un monde plus équitable; pour recevoir un revenu décent et, du même coup, pour que leur famille vive mieux de l'élevage, cela avec dignité. »

Beaucoup de questions brûlent encore les lèvres. Quels sont les principaux éléments de pilotage pour arriver à bon port? « Le premier ingrédient pour la coopérative est d'avoir un petit poulailler de 150 poules reproductrices et de 100 pondeuses. Le deuxième, appelé l'âme de la coopérative, est l'incubateur pour poussins. Et le troisième, c'est la production de moulée. Mais par-dessus tout, s'exclame Marc, ce sont tous ces hommes et ces femmes ayant comme point commun la volonté de travailler pour voir triompher ce en quoi ils croient. » Qu'est-ce que cela veut dire? « Cela signifie que la coopérative *Mêm ganha pê ovos* va vendre aux gens des pondeuses. Ces derniers vont pouvoir s'autosuffire en œufs, vendre leurs surplus sur le marché local et acheminer leurs excédents réels à leur coopérative qui a comme horizon les marchés de deux autres villes. » As-tu confiance, Marc? « Le plus beau, c'est que ça va marcher! D'autant plus que les activités de formation et de sensibilisation de la coopérative permettent déjà de rejoindre plusieurs autres avicultrices. C'est ce que l'on appelle là-bas *l'effet cascade*. »

Le futur baigne-t-il dans l'huile?

Le penseur Ilya Prigogine a fait remarquer avec justesse que « nous ne pouvons prévoir le futur, mais nous pouvons le préparer ». Qu'en penses-tu? « Je crois sincèrement que ce projet va permettre d'opérer un tour de force en douceur: que les Santoméennes nourrissent leur population. Et cela va être d'autant plus important que dans les années à venir, l'île va subir un immense tremblement d'humains. On va exploiter des plateformes pétrolifères à proximité. Nous nageons dans le ventre d'un immense paradoxe « développemental ». De 137 000 habitants, São Tomé et Príncipe vont passer à 400 000 bouches à nourrir. Et puis, il n'y a pas d'assurance contre les corruptions, contre le « mal-développement », contre la pollution; mais une chose est certaine, des femmes là-bas ont surmonté leur peur et construisent avec sagesse un peu plus d'humanité et d'avenir. »

** Marc Dallaire œuvre au sein de l'ITA depuis 17 ans. Il est professeur en production avicole.*



São Tomé et Príncipe

<p>Titre du projet: Micro-entreprises d'élevage de volailles pour un regroupement de femmes</p>	<p>Secteur d'intervention: Aviculture et entrepreneuriat</p>
<p>Bailleur de fonds: Agence canadienne de développement international (ACDI)</p> <p>Montant du financement et durée: 600 000 \$ pour 3 ans</p> <p>Date de début et de fin du projet: Septembre 2001 à août 2004</p>	<p>Pays ou région: São Tomé et Príncipe</p> <p>Localisation dans le pays: São Tomé</p>
<p>Intervenants canadiens: Institut de technologie agroalimentaire, campus de Saint-Hyacinthe (ITA) en partenariat avec le Cégep régional de Lanaudière</p>	<p>Agence d'exécution: Consortium international de développement en éducation (CIDE) et le Réseau des collèges communautaires francophones du Canada (RCCFC) via le Programme de renforcement institutionnel en matière technologique en Afrique francophone (PRIMTAF II)</p>
<p>Intervenants outre-mer: ZOOVET, Association zootechnique vétérinaire</p>	<p>Clientèle cible: Techniciennes formatrices de ZOOVET et productrices agricoles de São Tomé et Príncipe</p>

Description du projet et des services offerts

But du projet:

Le but du projet est de renforcer l'association zootechnique vétérinaire ZOOVET afin de lui permettre de répondre plus efficacement aux besoins du marché du travail. Plus précisément, le projet vise à renforcer les capacités de l'association en formant une équipe de techniciennes en mesure d'appuyer les avicultrices dans leurs activités d'élevage de poulets et dans la mise sur pied de micro-entreprises dans le secteur.

Caractéristiques:

La stratégie d'intervention mise en place repose sur les volets d'intervention suivants:

- Élaboration d'un programme de formation, de modules et de matériel didactique pour les avicultrices;
- Formation des techniciennes formatrices de São Tomé et Príncipe;
- Mise en place d'une coopérative de production et de services;
- Formation de regroupement de avicultrices.



Cambodge

*La plus grande catastrophe,
c'est le retrait
dans l'enveloppe confortable
de notre niveau de vie.
Si nous ne sommes pas capables
de briser cette coquille
et d'aider d'autres nations, nous
sommes nous-mêmes condamnés.*

Pierre Dansereau
Écologiste québécois

Une coopération avec des Cambodgiens

« Ici, ça goûte naturel ! »

Il descend tout juste de l'avion, entre dans mon bureau comme un coup de vent frais avec un sourire large comme le monde et s'apprête à aller donner un cours en technologie alimentaire à des étudiants. Bonjour...

Ce n'est pas tellement que Lay Ly* est pressé, c'est qu'il est intense. Pas de demi-mesures même au seuil de sa retraite prochaine dans quelques mois. Or, sans détour, il plonge: « Bien sûr, on se doit d'être de bons techniciens; on doit résoudre les problèmes avec efficacité. Mais cette efficacité n'est pas suffisante. Il faut se sentir utile. Je me pose toujours la question: ce que j'ai réalisé aidera-t-il les hommes à sortir un peu de la pauvreté, à vivre mieux ? »

Semences d'à venir

Lay Ly a quitté le Cambodge il y a trente ans, mais le Cambodge ne l'a jamais quitté totalement. Ici, de notre côté des choses, lorsqu'on entend le mot « Cambodge », peut-être voyons-nous apparaître les Kmers rouges: pauvreté et terreur généralisées avec Pol Pot. Cela, c'était quelques années après le départ de Lay. Et puis, suite à ses études, il est devenu professeur à l'ITA. Et voilà que récemment, à l'avènement du nouveau millénaire, l'histoire l'a rattrapé par derrière et par devant.

Il faut dire qu'il y a contribué grandement par ses questions, ses analyses: « Le Cambodge est pauvre, et cela concerne surtout les ruraux. On investit beaucoup dans le textile, mais si peu a été fait pour l'agriculture et la transformation alimentaire. Là-bas, d'un côté, la plupart des produits alimentaires transformés sont importés du Vietnam et de la Thaïlande; et, d'un autre côté (cela Lay me le confie avec un clin d'œil), tout pousse vert à cause du retard technologique ! »

Il n'en fallait pas moins pour que le paradoxe en apparence neutralisant se convertisse en perspectives d'avenir dans les yeux rieurs de Lay. « Il y avait là des semences de quelque chose. » Que faire? On en discute à l'ITA, avec l'ACDI, avec l'ACCC, on va réaliser une mission exploratoire. Et puis et puis... on découvre un collège de quelque 500 étudiants dont la mission fondamentale pourrait s'apparenter à celle de l'ITA.

Beaucoup d'idées, si peu de moyens...

« Le défi de taille, selon Lay et ses partenaires cambodgiens, c'est de créer une toute nouvelle génération de jeunes entrepreneurs dans le domaine crucial de la transformation alimentaire ». Rien de moins... et avec si peu de moyens, car il faut souligner que le soutien financier de l'État est presque inexistant. Un impératif quotidien est donc à l'ordre du jour: « l'attitude D »; « D » comme dans « Débrouillardise » et comme dans « Développement ». Et ce « D » est mû par un incontournable, de dire Lay: « L'approche par compétences ». Comment y arriver ?



Cambodge

« En toile de fond, je crois sincèrement qu'il nous faut explorer et soutenir le beau potentiel des Cambodgiens. Concrètement, cela veut dire qu'il faut mettre en œuvre un département alimentaire dans ce collège dont la vocation est à 80% agricole. Pour cela, il faut former une dizaine de professeurs en transformation des aliments et en entrepreneuriat. Par la suite, ils seront en mesure de prendre les choses en main côté formation technique, marketing et économie. C'est afin de combler ces besoins fondamentaux que l'ITA a joint ses forces à celles du Cégep de Saint-Hyacinthe.

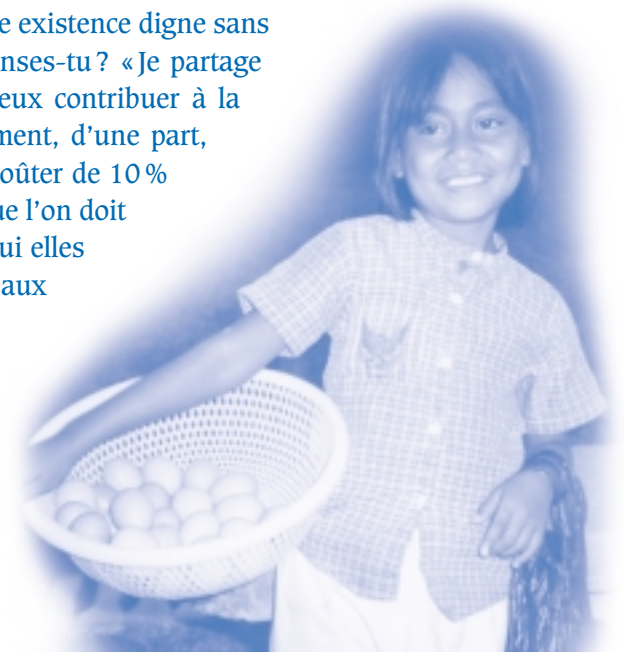
Là-bas, beaucoup de questions, mais pas question de se nourrir d'illusions, pas question de jouer à la grenouille et au bœuf. Devant chaque geste à poser, on examine le tout au microscope afin de « minimiser les coûts », afin que « les pas en avant soient réels et non pas des chimères ». Pourrais-tu donner un exemple ? Les yeux ardents de Lay ne cherchent pas longtemps pour affirmer : « par exemple, pas question d'acheter un PH-mètre pour le laboratoire, tout simplement parce que c'est une technique inadaptée pour le milieu : trop cher à l'achat, trop cher pour les coûts de réparation, de remplacement, etc. »

Le futur a-t-il un avenir ?

Le penseur et écologiste David Suzuki a attiré l'attention sur le fait que le « véritable défi du monde aujourd'hui, c'est la nécessité de trouver un moyen de mener une existence digne sans saccager la biosphère de la planète dont dépend toute vie. » Qu'en penses-tu ? « Je partage cette idée. C'est d'ailleurs en m'appuyant un peu là-dessus que je veux contribuer à la marche des Cambodgiens vers l'autosuffisance alimentaire. Concrètement, d'une part, cela signifie qu'à court terme les produits agricoles transformés vont coûter de 10% à 30% moins cher pour les gens pauvres; d'autre part, cela veut dire que l'on doit et que l'on va s'appuyer sur les petites unités de production agricole qui elles *goûtent naturel*. Il suffit de penser au soya, aux champignons, aux ananas, au poulet, etc. »

Lay est calme. Je le sens plongé dans l'étonnement devant tout le travail accompli et à accomplir. Et je m'arrêterai là, conscient du fait que peut-être, déjà, nous étions rendus loin, au Cambodge...

** Lay Ly œuvre au sein de l'ITA depuis 28 ans. Il est ingénieur en génie chimique et en technologie alimentaire.*



Cambodge

<p>Titre du projet: Agroalimentaire et entrepreneuriat</p>	<p>Secteur d'intervention: Transformation des aliments</p>
<p>Bailleur de fonds: Agence canadienne de développement internationale (ACDI)</p> <p>Montant du financement et durée: 350 000 \$ pour 4 ans</p> <p>Date de début et de fin du projet: Octobre 2000 à septembre 2004</p>	<p>Pays ou région: Cambodge</p> <p>Localisation dans le pays: Phnom Penh</p>
<p>Intervenants canadiens: Institut de technologie agroalimentaire, campus de Saint-Hyacinthe (ITA) en partenariat avec le Cégep de Saint-Hyacinthe</p>	<p>Agence d'exécution: Association des collèges communautaires du Canada (ACCC) via le Programme de partenariat des collèges canadiens (PPCC)</p>
<p>Intervenants outre-mer: School of Agriculture Prek Leap (SAPL)</p>	<p>Clientèle cible: Formateurs et professionnels du SAPL, les étudiants du SAPL et les paysannes de la région de Phnom Penh</p>

Description du projet et des services offerts**But du projet:**

Le Cambodge produit une multitude de fruits et légumes qui, généralement, sont consommés à l'état frais. La méconnaissance des procédés de transformation freine la production et entraîne des pertes importantes à la récolte. Le but du projet est d'améliorer les capacités institutionnelles du SAPL par des actions d'assistance technique et des activités de formation permettant l'élaboration de programmes de formation et la mise en place d'un laboratoire en transformation alimentaire.

Caractéristiques:

La stratégie d'intervention mise en place repose sur les volets d'intervention suivants:

- Élaboration d'un nouveau programme par compétences qui favorisera les liens entre le SAPL et les entreprises;
- Formation des formateurs du SAPL;
- Mise en place d'un petit laboratoire de transformation des produits régionaux;
- Formation des étudiants du SAPL et des regroupements de paysannes.



Vietnam

*Nous n'avons pas besoin
de nouvelles déclarations
sur le développement durable,
ce qu'il faut aujourd'hui
ce sont des actions.*

Koïchiro Matsuura
Directeur général de l'UNESCO

Une coopération avec des Vietnamiens

« Une obstination durable »

Le Vietnam, certains d'entre nous s'en souviennent par la voie de deux hyperliens non informatiques et pourtant puissants et troublants : la guerre avec les États-Unis, terminée il y a maintenant presque trente ans, et les films américains par la suite. D'origine vietnamienne, Luu Quang Trung * est professeur à l'ITA depuis plus de 25 ans. D'entrée de jeu, il considère qu'il est « privilégié d'avoir cette chance de participer à la tendance mondiale du développement rural durable ». En fait, ce dernier a la tâche de contribuer à « monter un cégep », comme il dit si bien à la québécoise. Et ce « cégep », c'est plus précisément un collège communautaire avec, entre autres, un programme de développement rural, axé sur l'agriculture et l'aquaculture (culture des fruits de mer). Le démarrage officiel de ce programme devrait se réaliser dans la joie en septembre 2003.

Efficacement, mais pas n'importe comment...

Il y avait et il y a urgence dans l'air pour le gouvernement vietnamien : dans la province de Tra-Vinh du Delta du Mékong, 95 % de la population vit et survit de l'agriculture tant bien que mal et pourtant, c'est un des sols les plus fertiles du pays; 24 % des gens sont sous le seuil de la pauvreté; de plus, le niveau d'éducation est le plus bas de toute la grande région, surtout en ce qui concerne les femmes et la minorité kmère qui représente plus de 30 % de la population.

Trung m'explique qu'il fallait agir efficacement, mais pas n'importe comment. Il leur a fallu concevoir un projet réaliste répondant, d'une part, aux besoins réels du milieu. Par exemple, dit-il, « on voulait aller plus loin que la simple production agricole parce qu'à peu près tous les étudiants sont des fils et des filles d'agriculteurs qui savent déjà comment cultiver la terre, comment élever du bétail, etc. Ce qu'il faut faire, c'est consolider et élargir leurs connaissances en vulgarisation, en management, en distribution, en mise en marché, en entrepreneurship ». D'autre part, précise-t-il, nous avons porté une attention méticuleuse à arrimer ces besoins aux recommandations de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) qui travaille à l'objectif ambitieux de « nourrir la planète de façon durable en s'appuyant sur le droit fondamental des peuples à se nourrir eux-mêmes ».

Deux défis incontournables

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) et le gouvernement vietnamien ont investi à part égale dans cette entreprise. Pour la partie canadienne, c'est un consortium de quatre collèges provenant de provinces différentes, qui assure la mise en œuvre (Saskatchewan, Colombie-Britannique, Terre-Neuve et Québec). De plus, l'ACCC y participe.



Vietnam

Selon Trung, le premier défi a été d'ajuster les cours à donner selon une perspective de compétences pratiques, parce que « les professeurs vietnamiens sont jeunes et dynamiques, mais leur enseignement est trop souvent théorique ». Le deuxième défi incontournable a été la question de l'accessibilité aux cours, particulièrement pour la minorité kmère et les femmes de la région. Encore une fois, l'analyse du milieu a démontré que les jeunes avaient des compétences, mais qu'il y avait un fossé à combler du côté de l'éducation en général. « Des cours d'appoint seront donc donnés afin de rehausser le niveau de ces fils et filles d'agriculteurs, sinon on leur fermerait les portes de l'avenir. » « On étoufferait la relève agricole », d'ajouter Trung, avec conviction.

Plaidoyer pour le futur, aujourd'hui

Le rédacteur en chef de la Revue *Courrier de la planète*, François Lerin, a écrit que l'idée de développement durable « a permis d'opérer un tour de force qui va dans le sens de l'intégration de l'économique, de l'environnement et du social ». Selon ce dernier, cette « intégration est nécessaire et incontournable pour faire face à la pauvreté, au « mal-développement ». » Qu'en penses-tu en lien, bien sûr, avec le collègue communautaire vietnamien ?

« Comme habitant de la planète et comme professeur, je partage profondément ce point de vue. Il est irresponsable, impensable même, que nous perpétuions un mode de production et de consommation qui saccage la planète. Cela nous exige de renouveler notre approche du développement et notre approche traditionnelle entre pays dits développés et pays en développement. Nous sommes tous sur la terre... unique. » Selon Trung, cet objectif de long terme peut et doit prendre racine aujourd'hui, dans nos cours, nos discussions, notre quotidien. Dans la province de Tra-Vinh, d'ajouter Trung, c'est dans la pratique que cela va se jouer. Dès la première année, les jeunes vont vivre l'expérience d'une ferme expérimentale intégrée et autogérée : culture du riz, des fruits et légumes; étangs pour la pisciculture et élevage de poules, de cochons, de vaches... « L'agenda du futur est ouvert; et pas à pas, le long terme fait son entrée dans les gestes au quotidien! » de s'exclamer tranquillement Trung en terminant.

* Trung Luu Quang œuvre au sein de l'ITA depuis 28 ans. Il est ingénieur en génie agricole et travaille comme enseignant en automatisation dans les procédés de transformation des aliments.



Vietnam

<p>Titre du projet: Vietnam-Canada Community College Project (VCCCP)</p>	<p>Secteur d'intervention: Enseignement technique et renforcement des ressources humaines</p>
<p>Bailleur de fonds: Agence canadienne de développement international (ACDI)</p> <p>Montant du financement et durée: 4 700 000 \$ pour 4 ans</p> <p>Date de début et de fin du projet: Février 2001 à août 2005</p>	<p>Pays ou région: Vietnam</p> <p>Localisation dans le pays: Province de Tra Vinh</p>
<p>Intervenants canadiens: Saskatchewan Institute of Applied Science and Technology (SIASST), Marine Institute of Memorial University (MI), Mlaspina University College Institut de technologie agroalimentaire, campus de Saint-Hyacinthe (ITA)</p>	<p>Agence d'exécution: Association des collèges communautaires du Canada (ACCC)</p>
<p>Intervenants outre-mer: Tra Vinh's People Committee Can Tho University Ministry of Education and Training</p>	<p>Clientèle cible: Formateurs et étudiants de la région de Tra Vinh Producteurs agricoles, industriels</p>

Description du projet et des services offerts**But du projet:**

Le but du projet VCCCP est d'appuyer le comité populaire de Tra Vinh dans la mise sur pied d'un collège communautaire qui soit en mesure de répondre aux besoins de formation de la province de Tra Vinh et de la région du Delta du Mékong. À ce titre, le projet visera à développer les capacités des partenaires de terrain dans les domaines de la planification stratégique, du développement de programmes et de matériel pédagogique ainsi que dans la formation des formateurs. La finalité de ce projet est d'accroître l'accessibilité des femmes et des minorités ethniques à des programmes de formation de qualité qui répondent aux besoins du marché du travail de la région, visant ainsi à réduire la pauvreté par le développement de la main-d'œuvre.

Dans le cadre de ce projet, l'ITA travaille en partenariat avec le MI dans le but d'élaborer un programme de formation en développement rural et en transformation des aliments.



Rwanda

Une coopération avec des Rwandais

*Nous sommes le possible
Un monde où chaque femme
et chaque homme
Puissent vivre librement
sans pitié sans peur
Nous sommes le possible
Quand et seulement quand
Nous y parvenons
Alors parvenons-y*

Maya Angelou
Poétesse africaine

« Mille collines en mille espoirs »

Par ce matin calme où les oiseaux chantent sous la pluie autour de l'ITA, Marie-Claire Hall* semble garder un instant de silence grave tout en prononçant le mot Rwanda, le pays aux mille collines. De beaux cumulus flottent sur le jardin, puis son visage redevient souriant. On le sent, on le voit : quelque chose de son séjour en ce pays, rempli de paradoxes, est demeuré gravé au plus profond de son être. « J'en ai la conviction profonde, me confie-t-elle, les Rwandais voguent vers du meilleur. »

Je me demande, Marie-Claire, à travers la réparation de toutes ces tristesses là-bas, quel peut bien être l'apport créateur de l'ITA ? Son regard perçant brûle les images du passé, sans les oublier, et nous ramène à un niveau plus tangible : « Imagine ! Il y a des milliers et des milliers de petits agriculteurs rwandais qui produisent du lait avec une dizaine de vaches, mais le pays importe 80 % de son lait de la Belgique. De plus, le génocide de 1994 a causé beaucoup de tort au cheptel du pays. »

Marie-Claire m'explique que l'ITA veut soutenir ces paysans dans l'amélioration de leur rendement laitier. Pas directement, bien sûr, en allant les rencontrer un à un. Cela va se réaliser par une intervention de cinq ans d'appui à la formation en élevage laitier, auprès de l'Institut supérieur d'agriculture et d'élevage de la République du Rwanda. Il s'agit d'un partenariat entre instituts agricoles, parrainé par l'Association des collèges communautaires du Canada via le Programme de partenariats des collèges canadiens (PPCC) financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

L'art du bidonnage à vélo

Nous regardons ensemble quelques photos magnifiques rapportées de son voyage l'an dernier : un ciel bleu à n'y pas croire, des yeux d'enfants lumineux, des dizaines de paysans pédalant avec leur bidon de lait pour aller le faire transformer dans la micro-usine de leur quartier, de leur village. Marie-Claire commente : « Tu vois, ces paysans transportent leur production de lait journalière. Les photos ne transpirent pas, mais il ne faut pas oublier qu'il fait chaud, très chaud là-bas, et que le lait n'est pas réfrigéré. » Que faire ?

« En fait, à travers cette coopération, l'ITA va faire ce que l'ITA sait faire le mieux, c'est-à-dire former une dizaine d'enseignants et d'enseignantes de l'Institut supérieur d'agriculture et d'élevage. Et ce sont ces derniers qui vont, par la suite, former les paysans sur le terrain avec des modules de formation adaptés à leur réalité, à leurs besoins véritables. C'est ce qui va constituer le premier bloc de soutien », m'explique Marie-Claire. Le deuxième bloc sera la mise sur pied d'une petite unité d'élevage pilote afin d'améliorer la quantité et la qualité du troupeau laitier, la nutrition des animaux, les techniques de culture des sols, etc. « En bref, de dire cette dernière, nous voulons contribuer à ce que les paysans puissent mieux vivre de leur production et que la population soit en meilleure santé. »



Rwanda

On ne zappe pas ici

Est-ce à dire que l'ITA, compte tenu de son expertise, va tout simplement photocopier ses acquis québécois pour les envoyer par courriel au Rwanda ? Marie-Claire éclate d'un beau rire : « Je ne le crois pas ! Je dois dire que, dès le début, ce sont les Rwandais qui, avec leur enthousiasme et leur analyse serrée des besoins, ont éclairé le type d'accompagnement que nous pouvions apporter. C'est avec cet esprit de collaboration étroite que nous allons poursuivre. »

À preuve, en septembre 2003, Johanne Hébert, conseillère pédagogique à l'ITA, et Jacques Godbout, professeur en gestion et en exploitation d'une entreprise agricole à l'ITA, se sont rendus là-bas pour analyser plus en profondeur la situation avec les Rwandais et ajuster le tir. Par la suite, l'ITA prévoit que des professionnels de l'élevage laitier y aillent trois ou quatre fois par année pour travailler avec l'équipe d'une dizaine de professeurs. « Entre temps, entre avions et décalages horaires, il s'agira de garder un contact étroit et régulier », d'ajouter Marie-Claire.

L'enjeu

Au beau milieu des feuilles de papier et des photographies qui jonchent la table de travail, il y a l'en-tête d'un journal rwandais qui surgit en couleur rouge : *L'Enjeu*. On y parle de paix, de première élection démocratique depuis le génocide, du rôle primordial de la femme rwandaise dans le développement rural. Qu'en penses-tu Marie-Claire ? « Je crois sincèrement qu'aucun projet de développement n'est viable tant que l'idée de développement reste uniquement attachée à nos normes occidentales de progrès. Je crois que nous pouvons contribuer bien humblement à ce que la société rurale rwandaise chemine vers un mieux-être collectif. Et ce mieux-être inclut autant la dimension économique que celle de la santé globale des personnes. Il ne peut être réel que s'il est entrepris par les acteurs de ce pays : les hommes et les femmes de ce peuple. Il faut le dire : il n'y a pas de raccourci virtuel en ce domaine ! »

** Marie-claire Hall œuvre au sein de l'ITA depuis deux ans. Elle est agente de projets internationaux pour la Direction de la coopération internationale.*



Rwanda

<p>Titre du projet: Appui en élevage laitier</p>	<p>Secteur d'intervention: Élevage laitier</p>
<p>Bailleur de fonds: Agence canadienne de développement international (ACDI)</p> <p>Montant du financement et durée: 4 000 000 \$ pour 5 ans</p> <p>Date de début et de fin du projet: Avril 2003 à mars 2008</p>	<p>Pays ou région: Rwanda</p> <p>Localisation dans le pays: Kigali</p>
<p>Intervenants canadiens: Institut de technologie agroalimentaire, campus de Saint-Hyacinthe (ITA)</p>	<p>Agence d'exécution: Association des collèges communautaires du Canada (ACCC) via le Programme de partenariat des collèges canadiens (PPCC), Phase II</p>
<p>Intervenants outre-mer: Institut supérieur d'agriculture et d'élevage</p>	<p>Clientèle cible: Formateurs et professionnels, les étudiants et les producteurs laitiers du Rwanda</p>

Description du projet et des services offerts

But du projet:

Le but du projet est de renforcer les capacités de l'ISAE dans ses activités de formation continue de façon à répondre aux besoins de formation des paysans et paysannes dans le domaine de l'élevage laitier au Rwanda. Ainsi, l'ISAE deviendra le centre d'excellence en élevage laitier au pays. L'Institut sera en mesure d'offrir des cours de formation continue auprès des éleveurs, de former et de recycler les techniciens agronomes, d'assurer la formation des agri-éleveurs, ainsi que de développer et diffuser les technologies d'élevage appropriées chez les paysans.

Plus précisément, le projet vise à former les enseignants de l'ISAE afin qu'ils puissent répondre aux besoins de formation des paysans, en lien avec l'exploitation de leur entreprise d'élevage laitier. Le projet permettra donc:

- D'offrir des programmes de formation aux enseignants de l'ISAE dans le domaine de l'élevage laitier et de la pédagogie (formation aux adultes et élaboration de programmes sur mesure développés selon l'approche par compétences);
- Développer des modules de formation adaptés aux réalités des éleveurs rwandais;
- Mettre sur pied une unité d'élevage modèle pour la vulgarisation de la formation;
- Appuyer l'ISAE dans l'organisation et la réalisation des premières sessions de formation continue auprès des paysans.



Maroc, Tunisie et Cuba

Nous avons besoin d'une conscience

plus large et plus aiguë à la fois.

C'est en ce sens que nous

pouvons parler

sur le futur de nos interventions.

Les facteurs négatifs

peuvent même jouer un rôle positif.

Edgar Morin
Sociologue français

« Nous ne sommes pas une boîte à consultants ! »

Arrivant à Sainte-Anne de La Pocatière, on est d'abord enchanté par le charme tranquille du fleuve Saint-Laurent. On monte la côte abrupte, puis on entre dans un bel édifice d'une autre époque : non pas un musée, mais un collège d'enseignement collégial en agriculture bien vivant où on fait de la coopération internationale depuis 1986. C'est le campus de La Pocatière. Hervé Bernier* me reçoit dans son bureau d'une poignée de main ferme. Et tout de suite nous plongeons dans le vif du sujet. « Bon ! Qu'est-ce que l'on a d'essentiel à se dire ? » Il m'expliquera un peu plus tard que c'est sa formation d'ingénieur qui lui donne cette volonté de rigueur et d'efficacité et que c'est son expérience en coopération internationale, depuis six ans, qui lui a apporté cette petite valeur ajoutée qu'est la flexibilité, le sourire devant l'inconnu, devant les incontrôlables.

« Veux-tu me dire ce qu'on fait ici au Maroc ? »

L'aventure de la coopération a commencé en 1997-1998. Et comme me le dit Hervé, « rien ne le prédestinait à cela », si ce n'est cette espèce de curiosité de connaître d'autres cultures. Or, cette soif a été à la fois satisfaite et troublée dès son premier voyage de deux semaines au Maroc. Une fois le tout premier regard sur la capitale Casablanca évanoui dans le décalage horaire, il s'est retrouvé face à un mur. Celui des bidonvilles, celui des conditions d'hébergement minimales à la campagne, celui d'une école d'agriculture à peu près perdue au beau milieu d'un rien presque désertique et, enfin, celui parfois d'une mentalité très hiérarchisée à laquelle il n'était pas habitué. « Ouf ! » s'est-il exclamé alors, pendant qu'une drôle de petite voix intérieure lui a chuchoté ceci : « Veux-tu me dire ce qu'on fait ici au Maroc ? »

Encore aujourd'hui, Hervé n'a pas fini de répondre complètement à cette question. Sans flamboiement, il affirme que ce projet, terminé en janvier 2003, a été un succès : une vingtaine de professeurs marocains ont été formés dans la filière protection des cultures et distribution des pesticides. Sur les trois années et demi qu'a duré l'intervention, il y a eu trois stages de Marocains au Québec pendant lesquels une quinzaine d'étudiantes et d'étudiants d'ici ont pu être sensibilisés au sein même de leurs cours réguliers ainsi que par des rencontres d'information. De plus, une dizaine de professeurs de l'ITA ont accompagné les professeurs-stagiaires sur le terrain, ont donné des portions de cours avec eux, tout cela ici et là-bas.

À discuter avec Hervé, on sent qu'il y a là une question primordiale, incontournable. Selon lui, les projets de coopération n'ont pas de sens s'ils sont à sens unique. « Il faut changer de paradigme ! », s'exclame-t-il. « Là-bas, nous faisons de l'accompagnement pratique et ici aussi, au sein même de l'ITA, nous nous devons de créer concrètement une atmosphère d'ouverture et de collaboration auprès des étudiants, des autres professeurs et du personnel en général. Nous ne sommes pas une boîte de consultants ! »

Maroc, Tunisie et Cuba

Là-dessus, Hervé me confie qu'il vient de repenser à un événement qui a marqué étudiants et professeurs le 11 septembre 2001. Un étudiant a fait une sortie contre l'Islam, les arabes, les islamistes, les... Tout était mêlé dans ses propos débridés et partagés nébuleusement par plusieurs. Or, voilà que la présence d'une professeure marocaine a permis d'organiser une séance d'information dynamique. « La petite vie de l'ITA a été bouleversée et enrichie dans sa compréhension de l'Islam, des terroristes, des relations entre les peuples », d'expliquer Hervé. « Quand bien même, il n'y aurait eu que cela comme retombée, je dirais : mission accomplie ! ». Or, en plus, il y a un comité étudiant qui est en lien avec le groupe *Entraide universitaire mondiale* et qui organise des stages à l'étranger. « Stages que nous tentons de coordonner et de faire créditer pour les étudiants de l'ITA. » Sur le plan académique, il se dispense, selon les besoins, un cours complémentaire qui se veut une introduction à la coopération internationale.

Passage du Maroc à la Tunisie

« On est loin du pareil au même »

Il arrive parfois que l'on soit tenté, comme être humain, d'associer le semblable au semblable et ainsi de projeter les mêmes attentes, les mêmes attitudes d'un groupe à l'autre. C'est un peu ce qui est arrivé, dans un premier temps, à Hervé Bernier en Tunisie. « Je m'étais dit que les habitants du Maghreb avaient la même origine, les mêmes valeurs, donc les mêmes comportements. » Or, bien vite, ce dernier s'est rendu compte de sa généralisation hâtive. D'abord, m'explique-t-il, « tout a progressé très rapidement dès le départ. » Il en a été même surpris. Il croyait que la lenteur était de mise. Ensuite, il s'est vu placé en situation de discussion à haut niveau avec des représentants des ministères de l'agriculture et de la formation professionnelle, sans avoir de contacts concrets avec des collègues et des collègues à la base. « En soi, dit-il, ce n'est pas grave, c'est même nécessaire; mais quand le projet consiste à accroître la capacité de centres de formation à entreprendre la mise à niveau de la formation professionnelle agricole à la base, cela oblige à faire quelquefois de la haute voltige. » Exercice qu'Hervé n'avait pas expérimenté auparavant.

Suite à trois ans de cheminement, Hervé n'hésite pas à dire que l'intervention a eu ses zones de soleil et d'ombre. Côté soleil : quelque douze stagiaires tunisiens sont venus au Québec, six professeurs de l'ITA ont travaillé en collaboration avec les Tunisiens et il y a eu trois stages étudiants en agro-environnement et en irrigation des sols. Côté ombre : les personnes choisies pour la formation n'étaient pas toujours des agents de changements et les contacts primordiaux avec la base n'ont pas été assez réguliers.

Tout compte fait, certains pourraient penser qu'Hervé trace un bilan négatif de cette coopération. Non ! Ne nous y trompons pas ! Il va sans dire pour ce dernier que même les facteurs quelque peu négatifs ont joué

Maroc, Tunisie et Cuba

finalement un rôle positif: « Au Maroc et en Tunisie, on a fait des choses comme parfois on aimerait les faire ici. » Que veux-tu dire? « Je te donne un exemple: les programmes d'approche par compétence mis sur pied sont parfois beaucoup plus flexibles et dynamiques que certains mis en œuvre au Québec. »

« ¡Lo que dicen los Cubanos, lo hacen! »

Comment se fait-il que le campus ITA de Lapocatière en partenariat avec le cégep de Lanaudière a initié une coopération avec le Ministère de la formation supérieure de Cuba? Sans aucune hésitation, Hervé Bernier me raconte que c'est une question de vision. « Autant nous étions convaincus qu'il y avait quelque chose d'enrichissant à développer des contacts avec le monde arabe; autant il nous semble crucial pour l'avenir d'établir des liens de coopération avec le monde hispanique. C'est un monde en pleine effervescence. C'est aussi l'Amérique, une autre Amérique proche de nous, et c'est une question d'avenir. »

Le but de ce projet est d'appuyer l'Université de Granma dans sa mission de développement socio-économique d'une des régions les plus pauvres de l'île de Cuba. En fait, d'expliquer Hervé, on pourrait le résumer en quatre blocs: le premier consistera à améliorer les techniques de reproduction, de traite et d'élevage; le deuxième bloc sera de travailler avec les formateurs et les formatrices de l'université afin de concevoir du matériel pédagogique vulgarisé; le troisième bloc sera davantage axé sur le travail terrain avec les répondants agricoles qui côtoient les agriculteurs et les agricultrices au quotidien. Dans tout cela, le cégep de Lanaudière est responsable de la dimension pédagogique. De son côté, l'ITA a la responsabilité du contenu de tout ce qui touche aux techniques agricoles.

« ¡Lo que dicen los Cubanos, lo hacen! « Ce que disent les Cubains, ils le font! » Cette phrase résume bien l'enthousiasme d'Hervé quand il parle de ce projet qui a débuté à l'automne 2003. Selon ce dernier, « c'est une bouffée d'air frais de constater qu'une université veuille ardemment se rapprocher de la réalité du monde paysan ». Il espère que ces cinq années de coopération vont contribuer au rapprochement entre Cubains et Québécois, car, dit-il, « le meilleur gage de paix entre les peuples, c'est d'apprendre à se côtoyer, à s'écouter ».

** Hervé Bernier œuvre au sein de l'ITA depuis 26 ans. Il est responsable de l'innovation technologique.*



Titre du projet: AGROFORMA	Secteur d'intervention: Formation continue
Bailleur de fonds: Agence canadienne de développement international (ACDI) Montant du financement et durée: 400 000\$ (5 ans) Date de début et de fin du projet: Avril 2003 à mars 2008	Pays ou région: Cuba Localisation dans le pays: Province de Granma
Intervenants canadiens: Institut de technologie agroalimentaire, campus de La Pocatière Collège régional de Lanaudière	Agence d'exécution: Association des collèges communautaires du Canada (ACCC)
Intervenants outre-mer: Universidad de Granma	Clientèle cible: Petits agriculteurs de l'est de Cuba

Description du projet et des services offerts :**But du projet:**

Le but du projet est d'appuyer l'Université de Granma dans sa mission de développement socio-économique du territoire qu'elle dessert dans la région orientale de Cuba, en renforçant ses capacités de formation technologique et technique des dirigeants et dirigeantes d'entreprise, techniciens, techniciennes, ouvriers, ouvrières, producteurs et productrices du secteur agricole.

Ce renforcement de capacités comporte trois dimensions :

- La formation pédagogique et disciplinaire de formateurs et de formatrices de l'Université de Granma impliqués en formation agricole;
- Le développement de programmes et de matériel de formation adaptés aux besoins de la clientèle visée;
- Le développement d'un réseau de centres de formation disséminés dans les municipalités du territoire visé en vue de faciliter l'accessibilité à la formation.

<p>Titre du projet: Mise à niveau de la formation professionnelle agricole</p>	<p>Secteur d'intervention: Enseignement technique Formation agricole</p>
<p>Bailleur de fonds: Agence canadienne de développement international (ACDI)</p> <p>Montant du financement et durée: 348 725 \$ (quatre ans)</p> <p>Date de début et de fin du projet: 1999-2003</p>	<p>Pays ou région: Tunisie</p> <p>Localisation dans le pays: Sidi Thabet Chott Meriem Tunis</p>
<p>Intervenants canadiens: Institut de technologie agroalimentaire, campus de La Pocatière et Institut de technologie agroalimentaire, campus de Saint-Hyacinthe (Partenaire)</p>	<p>Agence d'exécution: Association des collèges communautaires du Canada (ACCC)</p>
<p>Intervenants outre-mer: Agence de vulgarisation et de formation agricole (AVFA)</p> <p>Personne contact: Hassine Bouzouita, directeur pédago-technique et Coordonnateur Coopération internationale</p>	<p>Clientèle cible: Étudiants et étudiantes de la formation régulière et continue.</p>

Description du projet et des services offerts:

But du projet:

Le but du projet est d'accroître la capacité de l'AVFA, à travers ses centres de formation, à entreprendre la mise à niveau de la formation professionnelle agricole en focalisant les interventions sur le développement des ressources humaines de l'INPFCA et du CRFA de Chott Meriem. Plus spécifiquement, le projet proposé comporte trois (3) axes d'intervention: la formation de formateurs, formatrices et de coordonnateurs pédagogiques à l'utilisation de l'approche par compétences dans la formation professionnelle agricole, la mise en place d'une formule de formation continue par alternance tenant compte des spécificités régionales et des besoins de la population féminine et des agriculteurs, la mise en place d'un micro-réseau de services pédagogiques entre l'INPFCA et le CRFA de Chott Meriem.



<p>Titre du projet: Appui à la mise en place d'une formation par alternance de type DEC (BTS) et d'un centre de formation continue pour la filière protection des cultures, commercialisation et distribution des pesticides</p>	<p>Secteur d'intervention: Ingénierie de formation et entrepreneurship Protection des cultures et de l'environnement</p>
<p>Bailleur de fonds: Association canadienne de développement international (ACDI)</p> <p>Montant du financement et durée: 600 000 \$ (trois ans et demi)</p> <p>Date de début et de fin du projet: Avril 1999 à Janvier 2003</p>	<p>Pays ou région: Maroc</p> <p>Localisation dans le pays: Meknès et Mohammédia</p>
<p>Intervenants canadiens: Institut de technologie agroalimentaire, campus de La Pocatière et Institut de technologie agroalimentaire, campus de Saint-Hyacinthe</p>	<p>Agence d'exécution: PRICAM</p>
<p>Intervenants outre-mer: Institut des Techniciens Spécialisés en Horticulture de Meknès Institut Prince Sidi Mohamed des Techniciens Spécialisés en Gestion et Commerce agricole de Ben Slimane</p>	<p>Personne contact: Mohamed Ouissa, Directeur</p> <p>Clientèle cible: Étudiants de la formation régulière et continue</p>

Description du projet et des services offerts :

But du projet: Le projet vise la mise en place d'un programme de type BTS et d'un centre de formation continue pour la filière protection des cultures, commercialisation et distribution des pesticides.

Ses principaux objectifs s'articulent autour des axes suivants :

- élaboration et mise en opération du programme de formation régulière par alternance et selon l'approche par compétences;
- formation des formateurs et formatrices dans la discipline;
- formation des formateurs et formatrices en pédagogie de l'alternance;
- renforcement d'une structure et d'une organisation pédagogiques pour la formation continue et le perfectionnement du personnel du secteur privé dans les domaines du diagnostic phytosanitaire, de la manipulation des pesticides, de l'application des normes de sécurité, du réglage et de la maintenance du matériel des traitements;
- création d'une unité de diagnostic phytosanitaire;
- création d'une unité spécialisée dans le domaine de l'utilisation, du réglage et de la maintenance du matériel des traitements;
- renforcement de la structure d'appui aux jeunes diplômés porteurs de projets d'entreprise dans les domaines du conseil technique, de la commercialisation et distribution des pesticides et des appareils de traitement;
- définition d'un programme d'action visant la sensibilisation des chefs d'entreprise, des manipulateurs de produits toxiques et des femmes rurales sur les dangers des pesticides pour l'homme et l'environnement;
- ouverture d'un centre de ressources documentaires destiné à sensibiliser et à informer les formateurs, formatrices, les élèves, les encadrants, les agents de développement et les partenaires du secteur privé sur les innovations dans le domaine.

*Je ne veux pas que ma maison
soit complètement
entourée de murs, ni que mes
fenêtres soient calfeutrées.
Je veux pouvoir sentir le souffle
des cultures du monde entier.*

Mahatma Gandhi

« Former la relève de demain... L'importance de la dimension internationale »

Marie-Claire Hall*

L'ITA étant un établissement d'enseignement collégial spécialisé en agriculture et en agroalimentaire, son mandat principal est de former des technologues qui soient en mesure de répondre aux exigences du marché du travail. Mais, dans le monde d'aujourd'hui, que veut dire « marché du travail » ?

À l'ITA, nous sommes convaincus que ce « marché » s'étend bien au-delà des frontières québécoises et que, par ce fait, il est essentiel d'intégrer une dimension internationale à la formation régulière. L'internationalisation de la formation favorise non seulement l'employabilité des finissants, mais elle leur permet aussi de s'ouvrir sur le monde et de s'investir activement au cœur des grandes questions du XXI^e siècle.

Compte tenu de son mandat international, l'ITA a mis en place divers mécanismes qui permettent aux étudiants intéressés de se familiariser avec le travail en coopération internationale. Le moteur au cœur de ces initiatives est la mise en place, il y a trois ans, du comité étudiant de coopération internationale « Voyager sans passeport ». Via les rencontres hebdomadaires, le comité sensibilise les étudiants aux projets de coopération institutionnelle mis en œuvre par l'ITA, les informe sur les diverses possibilités de stages à l'étranger et les éclaire sur les questions d'actualité internationale qui les touchent. Depuis plus de deux ans, les membres du comité se penchent plus particulièrement sur la question du commerce équitable. À ce titre, ils vendent du café équitable à la communauté de l'ITA afin de récolter des fonds pour des stages à l'étranger. En 2003, le comité a organisé un chantier communautaire de deux semaines au Honduras afin de vivre une expérience pratique du travail dans une coopérative de production de café.

Autre force qui permet d'internationaliser la formation offerte à l'ITA est la possibilité de réaliser, dans le cadre de son programme d'études, un stage à l'étranger. En effet, l'ITA encourage fortement les élèves de l'établissement à effectuer un



séjour travail et/ou études dans un pays autre que le Canada. Qu'ils soient de longue ou de courte durée, qu'ils soient crédités ou non, qu'ils se réalisent avant ou après l'obtention du diplôme, ces stages ont tous le même but : celui de permettre aux étudiants de témoigner d'une autre réalité, une autre culture, une autre agriculture. Comme le rapporte une finissante au retour d'un stage de quatre mois au Mali : « Aussi important que tous les apprentissages techniques, le stage m'a permis de prendre confiance en moi. J'ai appris à mieux gérer le stress, les contraintes de temps, les imprévus. J'ai aussi appris à connaître mes limites. Cette expérience m'a ouvert les yeux à d'autres possibilités d'emploi. Je considère maintenant l'international comme une possibilité parce que je sais que j'en ai la force et les capacités. »

Au Québec, le gouvernement provincial reconnaît qu'il y a présentement une pénurie de techniciens de métier et le domaine de l'agroalimentaire ne fait pas exception à ce fait. Afin d'assurer la disponibilité d'une main-d'œuvre compétente, il est essentiel d'offrir non seulement d'excellents programmes de formation, mais aussi la possibilité aux étudiants de parfaire leurs compétences par des expériences pratiques à l'étranger et ce, afin que l'industrie conserve sa place de choix dans l'économie mondiale. L'ITA croit fortement en l'internationalisation de sa formation et continuera de faire des efforts afin que les étudiants terminent un programme qui soit à la fois ouvert sur le monde et réponde aux exigences d'un marché du travail qui ne cesse de s'agrandir.

** Marie-Claire Hall œuvre au sein de l'ITA depuis deux ans. Elle est agente de projets internationaux pour la Direction de la coopération internationale.*



Causerie

Tous êtres proches ou lointains

sont reliés les uns aux

autres secrètement.

Et vous ne pouvez toucher

à une fleur sans déranger une étoile.

William Blake
Poète anglais

Causerie sur le développement

« *The best and the worst of times* »

Serge Godin

Les mots du titre « *We are living in the best and the worst of times* » ne proviennent ni de Bush, ni de Ben Laden, ni d'un gourou annonçant la fin d'un monde. Cette phrase pleine de promesses et de troubles a été écrite par Charles Dickens, romancier anglais de la fin du XIX^e siècle, au tout début de l'industrialisation capitaliste. Je la cite parce que je l'ai entendue vibrer en arrière-fond, tout au long des rencontres avec Marc, Micheline, Lay, Alain, Marie-Claire, Michel, Quang Trung, Hervé et Françoise lorsque nous avons parlé des enjeux du présent et de perspectives d'avenir.

Au cœur de chacune des entrevues, j'ai ressenti un humanisme que je qualifierais de lucide, d'espérant, de tragique même; chacun étant habité par un désir de partage et de questionnements sur notre mode de vie ici; fatigué quelquefois de cette « tyrannie de l'urgence » au quotidien.

Faut-il boire le remède ?

C'est avec émoi que chacun m'a parlé de son indignation devant la mondialisation actuelle qui crée des richesses énormes pour un pourcentage infime de l'humanité. C'est avec ardeur que chacun m'a communiqué sa volonté sincère de contribuer à un monde plus juste, à un partage plus équitable des richesses entre les peuples, cela tout en étant un peu triste que la coopération ne soit qu'une goutte d'eau dans la mer, mais une goutte d'eau, un partage entre collègues agricoles qui peut quand même contribuer à éloigner la pauvreté.

Devant cette volonté sincère et partagée de lutte contre la pauvreté, j'attire l'attention sur un paradoxe au sein duquel travaillent les gens de l'ITA et leurs partenaires. D'une part, le développement apparaît comme un bienfait quand il permet de mettre en commun non seulement des informations, mais des espoirs et des projets; d'autre part, le même développement interroge et blesse quand les projets sont orientés vers une finalité unique: celle de la modernisation capitaliste, de la croissance économique. Il y a de quoi être attentif car le développement pourrait bien être un remède douteux. Encore plus, à mon humble avis, il pourrait se révéler comme « un problème qui se prend pour la solution » !

Variations... de lumières et d'ombres

Le développement capitaliste, le progrès comme on dit, a fait gagner bien des choses, bien des biens, bien des droits; il en a fait perdre violemment aussi et a saccagé la planète en moins de 125 ans. Croissance inestimable et pertes irréparables! Peut-on mesurer tout cela quand on intervient au Vietnam, au Congo, à São Tomé, au Maroc, au Brésil? Faire la balance? Peut-on encore choisir? Est-ce un nouveau dogme devant lequel chaque société doit se plier pour être considérée en droit de développement, ou en émergence, ou en transition?

Causerie

Ces questions se posent abruptement. Or, je vous propose que l'on se laisse interroger par la question posée par les gens d'un village dans le roman *L'aventure ambiguë* de Cheik Hamidou Kane, se déroulant au début de la colonisation française au Sénégal: «Ce que nous allons gagner vaut-il ce que nous allons perdre?»

Du développement durable ?

Plusieurs personnes désirent penser le développement autrement, autrement que de contribuer à exporter un modèle de production et de consommation anti-écologique qui a prouvé ses limites et même sa faillite, ici même au Québec? On ne parle plus de «faire du développement» avec comme présupposé que le Nord possède la vérité, on parle dorénavant d'interdépendance entre les peuples. On appelle cela le «développement durable»!

Pour les uns, la problématique du développement durable fait entrer, sans aucun doute, le long terme dans les décisions immédiates et du Nord et du Sud. Il suffit de jeter un coup d'œil du côté des discussions sur le *Protocole de Kyoto*. D'autres sont d'avis que cette nouvelle notion risque encore d'être un déguisement par lequel les pays annoncent qu'ils ne désirent pas renoncer à la croissance. Selon les tenants de cette thèse, ce serait le même plat de résistance offert avec quelques hors-d'œuvre sociaux et environnementaux à la mode. Cela donne à penser...

Dialogue du proche et... du lointain

En cette fin de texte, on pourrait se demander si les portraits que j'ai tracés des personnes rencontrées ne sont pas idéalisés! Je ne le crois pas...

Ces rencontres ont été pour moi l'expérience d'une grouillante biodiversité humaine, traversée paradoxalement de bord en bord par un modèle unique. Il s'agit de l'incontournable *approche par compétences* visant à ce que les étudiants ne sortent pas seulement de leur collège respectif rassurés par un emploi assuré (le savoir-faire), mais qu'ils soient aussi curieux de tout, lucides et responsables (le savoir-être) devant le «développement» tant promis, tant espéré...

Devant la fascination qu'exerce le développement, il ne faut pas craindre de regarder avec un regard critique la portée des gestes entrepris avec les différents partenaires de l'ITA en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud. Lorsqu'on «fait du développement ou de la coopération», il est nécessaire d'examiner le portrait du peuple hôte. Je crois que cela est tout aussi pertinent de le faire pour notre propre «tribu», ici. C'est un peu à quoi se sont prêtés Marc, Micheline, Lay, Alain, Marie-Claire, Michel, Quang Trung, Hervé et Françoise. Je les en remercie sincèrement.

Chacun des rendez-vous a été l'occasion d'entrer en relation avec des œuvres qui ont enrichi la réflexion et que l'on retrouve clairsemées au fil des entrevues et du mot de la fin. C'est pour cette raison simple que je les intitule «Inspiration bibliographique». Les voici succinctement :

- *Comprendre le monde*, Revue Sciences humaines, Numéro spécial mai-juin 2003 (Christophe Rymarski).
- *La tyrannie de l'urgence*, Éditions Fides, Montréal, 1999 (Zaki Laïdi).
- *Les clés du XXI^e siècle*, Collectif, Seuil, Éditions UNESCO, 2000 (Koïchiro Matsuura, Jérôme Bindé, Edgar Morin).
- *Spécial Développement durable I et II*, Le Courrier de la Planète, 2002 (La Direction, Gilbert Rist, Ronald Munck).

ITA
Campus de La Pocatière

401, rue Poiré
La Pocatière (Québec) G0R 1Z0
Téléphone : (418)856-1110
Télécopieur : (418) 856-1719
Courriel : scitalp@agr.gouv.qc.ca
Site internet : www.italp.qc.ca

ITA
Campus de Saint-Hyacinthe

3230, rue Sicotte
Saint-Hyacinthe (Québec) J2S2M2
Téléphone : (450)778-6504
Télécopieur : (450) 778-6536
Courriel : ita.st.hyacinthe@agr.gouv.qc.ca
Site internet : www.ita.qc.ca



**Institut
de technologie
agroalimentaire**

Québec 